

Association culturelle Ath-Koudhia
Kabylie - Algérie

Dans notre région, précisément en grande Kabylie, dans la wilaya de Tizi-ouzou, en Algérie, exactement à Freha centre, on trouve une concentration militaire, en l'occurrence la gendarmerie nationale qui dépend du Ministère de la Défense Nationale. Elle occupe des terres à vocation agricole, et même une structure qui était destinée à devenir un centre de formation professionnelle pour absorber les jeunes éjectés des bancs d'école, afin de bénéficier d'une formation professionnelle.

Il y a même un nombre important de jeunes qui ont fait des inscriptions, qui ont déposé des dossiers, mais en vain. Ces lieux sont squattés par les autorités de ce pays, qui veulent réprimer davantage le peuple autochtone berbère et instaurer un état dictature et policier. Ce projet de mise en place d'un centre de formation pour le corps de la Gendarmerie Nationale a été installé en 1980, juste après les événements du Printemps Berbère très dramatique, qui ont fait basculer toute la région, et même tout le pays, car il y a eu des morts et des blessés à cause d'une revendication légitime qui demandait la reconnaissance de la langue amazigh comme langue nationale et officielle, mais le pouvoir a usé de tous les moyens pour étouffer ce mouvement de protestation populaire.

De nos jours, ce camp militaire est considéré comme un poste avancé du pouvoir central à Alger qui s'appuie sur le système jacobin et qui a essayé d'avoir la mainmise sur toutes les décisions importantes, surtout sur le plan politique, et de contrôler tous les mouvements des organisations de masse, comme les syndicats, les partis politiques, les associations à caractère culturel ou sportif, ou social, etc.

A titre d'information, notre localité, Freha centre, où je réside, qui a une population de plus de 15000 habitants, ne possède pas de service de police, malgré la Constitution et les lois de la République Algérienne démocratique et populaire, qui stipule qu'à partir de 15000 habitants la localité ou la ville a droit à des services de police. Malheureusement, la police existe, mais pas à notre niveau. L'objectif de cette aberration c'est bien de militariser et de réprimer la société berbérophone, et de créer un climat de peur et de psychose et d'avoir le contrôle sur toutes les actions de la société civile. Comme ils ont décrété l'état d'urgence à la capitale, Alger, ils ont encouragé l'implantation de la Gendarmerie en Kabylie, ils ont essayé d'infiltrer les comités de village, les associations, toutes les organisations de masse, afin de maintenir leur régime dictatorial pour dilapider les biens publics et se partager les richesses du pays entre eux (pays riches, peuples pauvres).

Un autre point très important c'est que les autorités sensibilisent et informent à notre échelle les jeunes pour les incorporer dans leurs rangs. Toutes les portes sont ouvertes pour les stages, le recrutement dans l'armée nationale et surtout à la gendarmerie nationale, chaque début septembre. De l'autre côté, même les fenêtres sont fermées devant notre jeunesse, lorsqu'elle essaie de trouver un poste de travail dans un établissement étatique. Le rôle de la Gendarmerie Nationale) c'est la lutte contre le banditisme, la criminalité, la drogue, le terrorisme, la dilapidation des deniers publics, la sécurité des personnes, la protection des biens des personnes. Malheureusement sur le terrain on voit le contraire.

Revenant aux événements du Printemps Noir, en avril 2001, dont la première étincelle a été le coup de rafale d'un gendarme sur un jeune âgé de 21 ans, en l'occurrence Guermah Massinissa, ils ont même tiré sur des jeunes manifestant pacifiquement à 300 mètres de leur brigade avec des balles explosives dans le dos. Ils ont commis un génocide en Kabylie, dont 129 jeunes tués. Enfin c'est un corps discrédité par tous les citoyens de cette région, en particulier la nouvelle génération., vu les crimes, les dépassements de tout genre.

D'ailleurs la revendication actuelle du mouvement citoyen de Kabylie c'est bien le délocalisation des brigades de gendarmerie et leur remplacement par un service de sécurité digne de son nom, exemple les services de police, parce que ces derniers ont fait des massacres pendant plus de 3 années. D'avril 2001 jusqu'en janvier 2004, où les négociations ont débuté entre le pouvoir central et la délégation du mouvement citoyen de Kabylie. Plus grave encore, les tueurs de nos frères et sœurs ne sont pas encore jugés par la justice algérienne, ou bénéficient de l'impunité. C'était une décision politique préméditée et planifiée pour atteindre leur objectif de diviser pour régner.

Genève, le 30 juillet 2006